

«La privatisation des entreprises est-allemandes s'est traduite par une vaste redistribution du patrimoine économique vers l'Ouest»

Trente ans après la réunification, le rôle de la Treuhandanstalt, qui a privatisé ou liquidé 12.000 entreprises est-allemandes en quatre ans, reste controversé. Moritz Hennicke, chercheur à l'ULB, explique pourquoi.



Moritz Hennicke qui résume les résultats de l'étude au nom de ses collègues. - DR.



Par [Dominique Berns \(/6335/dpi-authors/dominique-berns\)](#)

Journaliste au service Economie

Le 6/10/2020 à 16:28

ENTRETIEN

Le 3 octobre 1990, l'Allemagne était réunifiée : la RDA intégrait la République fédérale. Trente ans plus tard, l'Allemagne reste divisée. Dans les « nouveaux Länder », l'introduction de la démocratie libérale, de l'économie

de marché et de la propriété privée devait permettre une convergence plus ou moins rapide vers le niveau de développement économique ouest-allemand. Cette promesse n'a pas été tenue. A l'Est, hors Berlin, les salaires ou le PIB par tête, par exemple, restent obstinément plus faibles. Surtout, le processus de rattrapage, à l'œuvre dans les années nonante, s'est arrêté au début de la décennie suivante. Une institution, en particulier, reste au centre de la polémique, la Treuhandanstalt. Créée par le dernier gouvernement est-allemand pour protéger le patrimoine économique, la Treuhand a privatisé ou liquidé, en quatre ans, plus de 12.000 entreprises publiques ou VEB, Volkseigener Betriebe (littéralement : entreprises possédées par le peuple). Son rôle reste controversé par une partie de l'opinion et des mouvements politiques, dans les nouveaux Länder. Dans une toute nouvelle étude, trois économistes allemands – Lukas Mergele (Ifo Institut), Moritz Lubczyk (ZEW) et Moritz Hennicke (ULB) – montrent que les entreprises les plus productives ont été majoritairement vendues à des investisseurs ouest-allemands ; de sorte que la Treuhand a organisé une gigantesque redistribution d'Est en Ouest (1). Nous avons interrogé Moritz Hennicke qui résume les résultats de l'étude au nom de ses collègues.

On pourrait s'étonner que 30 ans après la réunification et 26 ans après la fin de ses activités, la Treuhand fasse toujours polémique. Certains pourraient dire : c'est du passé. Cette polémique est-elle justifiée ?

La Treuhand a toujours été un sujet émotionnel et controversé à l'Est. Selon un récent sondage de la chaîne de télévision Mitteldeutscher Rundfunk, seuls 10 % de la population dans les six Länder à l'Est juge que son action a été un succès. Ce débat s'inscrit dans le cadre d'un débat plus large quant aux différentes trajectoires de développement économique entre l'Est et l'Ouest, qui subsistent après plus de trois décennies. Le Parti de gauche (Die Linke) et, depuis 2017, l'extrême droite (AfD), relativement ancrés en Allemagne de l'Est, ont remis cette question à l'ordre du jour durant leur campagne électorale. La CDU (centre-droit) qui s'ouvre partiellement au débat, tout en défendant sa politique de l'époque. Les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts (Die Grünen) demandent que des investigations soient menées par la société civile et les scientifiques. Pour les libéraux (FDP), l'économie planifiée de la RDA serait responsable des problèmes économiques. Le récent débat au Bundestag a surtout mis en évidence le manque d'informations et de données,

qui entretient la confusion quant à ce qui s'est réellement passé. L'historien Dierk Hoffmann a découvert, dans un document stratégique du gouvernement fédéral de l'époque, la devise suivante : « La réconciliation par le secret. » Cette stratégie a échoué. Avec l'ouverture des archives, la communauté scientifique doit aider les Allemands à faire la lumière sur cette époque.

Diverses critiques sur l'action de la Treuhand sont récurrentes, par exemple d'avoir liquidé des entreprises viables et maintenu en vie des entreprises qui ne l'étaient pas, pour des raisons politiques. Que montre votre analyse ?

Les données que nous avons récoltées et étudiées avec Lukas Mergele et Moritz Lubczyk, indiquent que la Treuhand a privatisé plus souvent les entreprises qui étaient initialement plus productives. Pour celles-ci, la privatisation a été plus rapide ; et le taux de fermeture moins important, même s'il y a eu également des fermetures parmi les entreprises plus productives. Nous montrons également que le ministère des Finances s'est largement abstenu d'user du droit de regard prévu par les règlements. Mais il est vrai également qu'en 1991, le chancelier Kohl avait promis de sauver des emplois dans quelques entreprises considérées comme non rentable dans le triangle de la chimie en Saxe-Anhalt. Là, on constate que les subventions ont été utilisées pour neutraliser la menace de liquidation des entreprises à la productivité relativement faible. Une deuxième critique porte sur les faibles revenus de privatisation par la Treuhand. Mais, malgré des cas individuels de corruption documentés, comme des ententes quant au prix dans la région de Halle, la Treuhand a en moyenne obtenu des prix plus élevés et des garanties d'emploi plus importantes pour les entreprises les plus productives.

Mais est-il correct de dire que la Treuhand a vendu un nombre disproportionné d'entreprises à l'Ouest ?

Dans l'échantillon que nous avons examiné, la grande majorité des entreprises, particulièrement les plus productives, sont en effet passées sous le contrôle d'entreprises et d'investisseurs ouest-allemands. S'agit-il, comme on l'entend souvent dire, de racheter et de fermer des concurrents potentiels ? Cela nous semble peu probable sur la base de notre analyse. En moyenne, les entreprises des acheteurs occidentaux ont une probabilité plus élevée d'être encore actives 20 ans plus tard. En revanche, dans le contexte de l'économie

allemande actuelle, notre étude donne une première réponse à la question suivante : pourquoi seulement 16 des 500 plus grandes entreprises ont-elles leur siège dans les pays de l'Est ? La redistribution des entreprises par la Treuhand pourrait également expliquer partiellement pourquoi le foyer médian de l'Est est, en comparaison, moitié moins riche que le foyer médian de l'Ouest.

Peut-on dire que votre recherche indique que la Treuhand a, dans les grandes lignes, rempli son mandat ?

Dans l'ensemble, nos résultats suggèrent que la Treuhand a suivi son mandat légal de privatiser les entreprises viables. Savoir si son mandat était le bon est une autre question.

LIRE AUSSI

Le Deustche Mark, un cadeau empoisonné (<https://plus.lesoir.be/258751/article/2019-11-06/reunification-allemande-le-deustche-mark-un-cadeau-empoisonne?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%2>

Le bilan financier de la Treuhand est négatif, à hauteur de 256 milliards de marks. On en conclut donc que le patrimoine économique de la RDA ne valait rien, ce que l'on traduit généralement en disant : l'économie de la RDA était en faillite. Est-ce aussi votre avis ?

Même avant la chute du Mur de Berlin, la RDA était confrontée à un certain nombre de défis économiques, en raison d'une dette extérieure élevée, d'une faible productivité et d'infrastructures vieillissantes. Ainsi, par exemple, 54 % des ménages est-allemands possédaient une voiture, contre 68 % à l'Ouest ; 12 %, un ordinateur, contre 37 % ; et 16 %, une connexion téléphonique, contre 99 %. Dans une économie de marché, la valeur d'une entreprise est déterminée par le marché. Mais bien sûr, à l'époque, il n'existait pas un marché pour la vente de toute une économie planifiée. De ce point de vue, la valeur totale du patrimoine économique ne peut être raisonnablement estimée. Quant au bilan final de la Treuhand, il comprend, entre autres, la reprise des anciennes dettes dont la valeur est supérieure aux recettes tirées de la privatisation, les dépenses d'assainissement des sites contaminés, les subventions... Ce bilan final est donc le résultat des décisions prises par la

Treuhand, mais aussi des décisions politiques. A cet égard, la poursuite de la recherche scientifique est d'une grande importance.

Faire porter toute la critique sur la Treuhand revient à laisser dans l'ombre ou exonérer le choix politique d'une « thérapie de choc » - unification monétaire à 1 pour 1, intégration du jour au lendemain dans le système économique ouest-allemand... - qui fixait non seulement le cadre de l'action de la Treuhand, mais aussi sa finalité : vendre au plus vite. Une autre stratégie était-elle envisageable ?

De nombreuses stratégies existaient. A l'Est, les mouvements citoyens d'opposition plaidaient en faveur d'une holding gérée par des managers de l'Ouest et détenue, via des certificats d'actions, par la population de la RDA. Cela devait également permettre de stabiliser l'exode massif de la population de l'Est. Certains économistes, comme Hans Werner-Sinn, proposaient de garder une participation minimale de l'État dans les entreprises plus longtemps en raison de la moindre tolérance au risque des investisseurs d'Allemagne de l'Ouest – mais aussi des certificats de participation pour les employés en échange d'une modération salariale. Il existait donc d'autres possibilités d'action, dont certaines ont également été mises en œuvre dans d'autres pays en transition. Mais après les premières élections de 1990 dans l'Allemagne réunifiée, les choses ont cependant évolué différemment. Après la victoire électorale de la CDU à l'Ouest et à l'Est, la décision a été prise de procéder à la privatisation par la vente directe et dans les délais les plus courts possibles.

LIRE AUSSI

Pour les femmes allemandes, une émancipation qui vient de l'Est
(<https://plus.lesoir.be/258457/article/2019-11-06/les-30-ans-de-la-chute-du-mur-de-berlin-pour-les-femmes-allemandes-une?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3>

(1) « The Big Sell : Privatizing East German's Economy » ? Disponible sur le site de l'Institut Ifo (<https://www.cesifo.org/en/publikationen/2020/working-paper/big-sell-privatizing-...> (<http://www.cesifo.org/en/publikationen/2020/working-paper/big-sell-privatizing-east-germanys-economywww.ifo.de>)).

Commentaire *

Signature * Neva Loew

Quelques règles de bonne conduite avant de réagir (<http://plus.lesoir.be/services/charte>)

Poster